



Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRETE
n° 2014 097-0003 du 07 AVR. 2014 portant
mise en demeure à la Sté Gravière et TP de la Thur de respecter les prescriptions imposées
par son arrêté préfectoral réglementant l'exploitation de sa carrière de Aspach-le-Haut, au
titre du code de l'environnement

Le Préfet du Haut-Rhin
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004-216-26 du 3 août 2004, autorisant la Sté Gravière et TP de la THUR à exploiter une carrière de sable et gravier à Aspach-le-Haut,
- VU** les résultats du contrôle inopiné du 5 février 2014 réalisé par IRH Ingénieur Conseil (*rapport n°DEB 14901-AK-14-47-R0 du 4 mars 2014*),
- VU** l'examen des résultats d'analyses et le rapport de contrôle de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées du 20 mars 2014,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la DREAL du 21 mars 2014,
- CONSIDERANT** que les résultats d'analyses réalisées sur un prélèvement inopiné de IRH Ingénieur Conseil du 5 février 2014 des rejets aqueux de l'établissement (*eaux de lavage de matériaux en sortie de bassin de décantation*) sont représentatifs du fonctionnement des installations de l'établissement et qu'ils peuvent en conséquence être comparés aux normes d'émission imposées par l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 3 août 2004 susvisé (*article 23-1*),
- CONSIDERANT** que les résultats d'analyses du prélèvement du 5 février 2014, pour le rejet des eaux de lavage de matériaux, en sortie de bassin de décantation, ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émission imposées par l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé, pour le paramètre MEST (*valeur mesurée : 280 mg/l ; valeur limite réglementaire : 30 mg/l*),
- CONSIDERANT** en conséquence que la Sté Gravière et TP de la THUR ne respecte pas les dispositions réglementaires de l'article 23-1 imposées par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé concernant la qualité des rejets d'eaux de lavage de matériaux,
- CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8-I du code de l'environnement,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'exploitant de la Sté Gravière et TP de la THUR, dont le siège social est 22 rue Principale- 68700 MICHELBACH, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral n°2004- 216-26 du 3 août 2004 susvisé, reprises à l'article 2, dans le délai imparti à ce même article, qui s'appliquent au site et aux installations de sa carrière de Aspach-le-Haut.

Article 2 :

Dans un délai de 4 mois et conformément aux dispositions de l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé, s'agissant de la qualité des rejets d'eaux de procédé (*lavage de matériaux extraits du site*):

« (...) les eaux de lavage, après décantation, pourront continuer à être rejetées dans le plan d'eau de la carrière, sous réserve de respecter les dispositions de qualité suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure < 30°,
- MEST : concentration < 30 mg/l,
- DCO : concentration < 125 mg/l,
- Hydrocarbures totaux : concentration < 5 mg/l,
- chlorures : concentration < 200 mg/l,
- sulfates : concentration < 250 mg/l.

(...). ».

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société Gravière et TP de la THUR.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, La Sous-Préfète de THANN, le Maire de ASPACH-LE-HAUT et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 07 AVR. 2014
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.